

**RAPPORT N° 2024/2-12
au Conseil de la Communauté
en séance du jeudi 28 mars 2024**

OBJET

AUTORISATION DE SIGNER LE CONTRAT TERRITORIAL UNIQUE (2024-2029) RELATIF A LA PRISE EN CHARGE DES DECHETS ISSUS DES ELEMENTS D'AMEUBLEMENT (DEA)

Le Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2021 a acté la contractualisation avec l'éco-organisme Ecomobilier devenu EcoMaison pour la collecte et le traitement des Déchets d'Éléments d'Ameublement (DEA) depuis novembre 2020. La période d'agrément d'EcoMaison pour la filière REP Ameublement étant arrivée à son terme le 31/12/2023, le Contrat Territorial pour le Mobilier Usagé conclu avec la Cinor a donc pris fin le 31/12/2023.

Un cahier des charges a été publié par l'État le 18 octobre 2023 pour fixer les barèmes de soutien et les principes des relations entre les collectivités et les éco-organismes.

Par deux arrêtés du 21 décembre 2023 et un arrêté du 27 décembre 2023, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires ont délivré respectivement un agrément aux éco-organismes Valdélia, Valobat et Ecomaison, pour une durée de six ans, sur l'ensemble des produits couverts par la filière à responsabilité élargie des producteurs d'éléments d'ameublement.

Je vous demande par conséquent :

- d'approuver la contractualisation avec les éco-organismes agréés par l'Etat pour la collecte et le traitement des déchets issus d'éléments d'ameublement (DEA), dans le cadre du service public de gestion des déchets, à compter du 1^{er} janvier 2024.
- d'autoriser le Président à signer tous les documents et pièces relatifs à ce dossier

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



The image shows a handwritten signature of Maurice Gironcel over a circular official stamp. The stamp contains the text: "C.I.N.O.R.", "Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion", and "Département de la Réunion" surrounded by two stars.

**DELIBERATION N°2024/2-12
du Conseil de la Communauté
en séance du 28 mars 2024**

OBJET

AUTORISATION DE SIGNER LE CONTRAT TERRITORIAL UNIQUE (2024-2029) RELATIF A LAPRISE EN CHARGE DES DECHETS ISSUS DES ELEMENTS D'AMEUBLEMENT (DEA)

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code des Collectivités Territoriales (Livre II /La coopération intercommunale - Titre 1^{er} / Etablissements publics de Coopération Intercommunale – Chapitre 1^{er} / Dispositions communes – Chapitre VI / Communauté d'agglomération) ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de Communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes CINOR ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Sur l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2024/2-12 du Président ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE 1

Approuve la contractualisation avec les éco-organismes agréés par l'Etat pour la collecte et le traitement des déchets issus d'éléments d'ameublement (DEA), dans le cadre du service public de gestion des déchets, à compter du 1^{er} janvier 2024.

ARTICLE 2

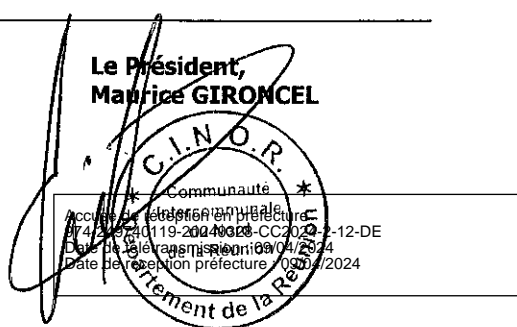
Autorise le Président à signer tous les documents et pièces relatifs à ce dossier.

Nombre de votants : 45 (dont 7 procurations)
Suffrages exprimés : 45
Vote pour : 45
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte Clotilde

03 AVR 2024

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**





SECRETARIAT DU CONSEIL
COMMUNAUTAIRE

AVIS DES COMMISSIONS

RAPPORT N°2024/ENV/2-12

Autorisation de signer le contrat territorial unique (2024-2029) relatif à la prise en charge des déchets issus des éléments d'ameublement (DEA)

COMMISSION TRANSITION ECOLOGIQUE

La Commission émet un avis favorable sans observation particulière.

COMMISSION ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCES

La Commission émet un avis favorable sans observation particulière.